



**CENTRAL
EMERGENCY
RESPONSE FUND**



A SOUND HUMANITARIAN INVESTMENT

**RAPPORT ANNUEL 2014
DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE
SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF
MAURITANIE
EMERGENCE UFE ROUND II 2014**

COORDONNATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE

Mr. Mario Samaja

RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.

Le 04 Décembre 2015. Seulement PNUD, UNICEF, OIM, HCHR, et UNFPA ont apporté des commentaires.

- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI NON

- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?

OUI NON

Le rapport a été partagé avec des partenaires clé y compris membres of the HCT, chefs des secteurs et relevant ONGs nationales et internationales, partenaires de mis en œuvre des projets financés.

I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: US \$85.5 Million</i>		
Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources	Source	Montant
	CERF	3,464,476
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	37,661,972
	TOTAL	41,126,448

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
<i>Allocation 1 – date de la soumission officielle: 27 August 2014</i>			
Agence	Code du Projet	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
UNICEF	14-UFE-CEF-118	Multi-sector refugee assistance	449,997
UNICEF	14-UFE-CEF-119	Nutrition	458,208
OHCHR	14-UFE-CHR-003	Protection	100,000
FAO	14-UFE-FAO-029	Food Security	385,197
UNFPA	14-UFE-FPA-034	Nutrition	228,980
UNFPA	14-UFE-FPA-041	Multi-sector refugee assistance	144,664
UNHCR	14-UFE-HCR-033	Multi-sector refugee assistance	459,998
IOM	14-UFE-IOM-035	Food Security	160,000
UNDP	14-UFE-UDP-012	Food Security	195,000
WFP	14-UFE-WFP-061	Food Security	700,000
WHO	14-UFE-WHO-061	Nutrition	182,432
TOTAL			3,464,476

TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
Modalité de mise en oeuvre	Montant
Mise en oeuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	2,139,814
Fonds transférés aux ONG pour mise en oeuvre	1,111,813
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	212,849
TOTAL	3,464,476

BESOINS HUMANITAIRES

En Mauritanie, près de 50% de la population dépend économiquement de bienfaits de la nature, particulièrement de l'eau pour l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les cycles répétés de sécheresse en Mauritanie (1968-1974, 1983-1984, 2002-2003, 2005-2009, 2011-2012), dus aux graves déficits pluviométriques et à la dégradation des ressources naturelles affectent lourdement les capacités productives. Les besoins humanitaires prioritaires identifiés en Mauritanie incluent des problématiques telles que le taux préoccupant de la mortalité infanto-juvénile, la mortalité maternelle, la malnutrition, l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux services sociaux de base. Les sécheresses et les crises alimentaires surviennent de manière cyclique en Mauritanie. Elles sont devenues plus fréquentes et d'une plus grande ampleur ces dernières années, laissant très peu de temps aux familles les plus pauvres pour reconstituer leur bétail et leur épargne perdus avant qu'une nouvelle sécheresse ne se manifeste. Le résultat étant que les ménages n'ont pas assez pour subvenir à leurs besoins alimentaires de première nécessité pendant des périodes prolongées. A cela s'ajoute la présence des réfugiés maliens depuis maintenant plus de deux ans et l'impact de cette présence sur les populations hôtes, notamment la pression sur l'environnement et les ressources limitées.

Ainsi, pour 2014, l'Equipe Humanitaire Pays cible au total 531,000 personnes y compris les populations d'accueil pour la réponse humanitaire urgente. Ce chiffre comprend 141,000 malnutris, 190,000 en situation d'insécurité alimentaire sévère, Cette prévalence de la malnutrition aiguë modérée et sévère place plus de 125,300 enfants de moins de 5 ans et 16,600 femmes enceintes et allaitantes dans des situations d'extrême vulnérabilité. A ce groupe il faut ajouter l'autre groupe vulnérable des 53,474 réfugiés. La population est principalement composée de femmes (56 per cent) et d'enfants (58 per cent).

Les personnes plus vulnérables sont 190 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère et 141,000 personnes malnutries. Le taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) a atteint un niveau autour du seuil d'urgence de 2% ; passant 1.7% en juillet 2012 à 2.3% en 2013 et 1.9% en 2015. Cette prévalence de la malnutrition aiguë modérée et sévère place plus de 125 300 enfants de moins de 5 ans et 16 600 femmes enceintes et allaitantes dans des situations d'extrême vulnérabilité. A ce groupe il faut ajouter l'autre groupe vulnérable des 53 474 réfugiés. La population est principalement composée de femmes (56%) et d'enfants (58%).

Dans l'ensemble, le HCT avait considéré que ces catégories de personnes vulnérables concernées doivent être la priorité dans la proposition stratégique humanitaire soumis au CERF. Ce choix stratégique répond au besoin de mettre rapidement en œuvre des activités de réponse pour sauver des vies. Sans cette réponse immédiate, la vie de ces personnes (malnutries, celles en situation d'insécurité alimentaire sévère et les réfugiés) risquerait d'être en danger

II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

La requête CERF UFE a été élaborée sur la base des évaluations disponibles dont l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (FSMS) ainsi que celle (SMART), toutes les deux ont été conduites en juillet 2013. Les vulnérabilités identifiées dans ces enquêtes, : (1) les personnes en situation de malnutrition aiguë sévère, (2) celles en situation d'insécurité alimentaire sévère, (y compris les personnes affectées par les inondations) et, enfin (3) les réfugiés maliens. Le FSMS et SMART de juillet 2013 indiquent 190 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère et 141 000 personnes malnutries, parmi lesquelles les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. Le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) s'élève en 2013 à 13,1% contre 12% en 2012. Le taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) a atteint le seuil d'urgence de 2%, passant 1,7% en juillet 2012 à 2,3% en 2013. Cette prévalence de la malnutrition aiguë modérée et sévère place plus de 125 300 enfants de moins de 5 ans et 16 600 femmes enceintes et allaitantes dans des situations d'extrême vulnérabilité. Au mois de juillet 2013, on estimait à 23,7 % le nombre de ménages mauritaniens en situation d'insécurité alimentaire plaçant la Mauritanie dans une situation d'urgence humanitaire. Cet indicateur, bien qu'ayant enregistré une baisse par rapport à son niveau record de juillet 2012 où il avait atteint 32,3 %, reste supérieure à celui juillet 2011 (21,1 %). Ainsi, le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire est estimé à 802 000 en juillet 2013 pour l'ensemble du pays (soit près d'un mauritanien sur 4) ; dont plus de 190 000 personnes en insécurité alimentaire sévère sont les plus vulnérables. La majorité de ces personnes affectées par l'insécurité alimentaire sont en zones rurales et sont particulièrement les communautés des éleveurs nomades (40% des personnes affectées), les agriculteurs en zone pluviale (23%) et les agropasteurs (23%)¹.

De plus la région du Hodh el Chargui dans laquelle se trouve le camp de Mbera se situe dans une zone enclavée et difficile d'accès. Cette région souffre de la faiblesse des services de base qui suffisent à peine à couvrir les besoins de la population hôte. OCHA avait facilité (du 25 mai au 3 juin 2014) une mission d'évaluation conjointe (JAM) dans la moughataa de Bassikounou où initialement vivent 51.864 habitants, dont plus de 30.000 d'entre eux sont dans les localités rurales difficiles d'accès et sans offres suffisantes des services sociaux de base. Les données provisoires suggèrent entre autres recommandations, l'augmentation de l'offre d'accès aux soins de santé primaires de qualité, la prise en charge nutritionnelle et l'assistance alimentaire. La JAM recommande aussi un appui à l'agriculture et au maraîchage, la protection des aires agricoles; ainsi qu'à l'élevage par l'hydraulique, l'alimentation et la santé animales, etc.

L'exercice sur les priorités de cette allocation CERF a été effectué en relation avec la révision à mi-parcours du Plan Stratégique de la Réponse humanitaire (SRP) intervenue en juillet 2014. La communauté humanitaire a recommandé que les interventions d'urgence analysent la structure de vulnérabilité actuelle, caractérisée par un appauvrissement accéléré des communautés rurales qui en majorité dépendent de la saison des pluies pour l'élevage et l'agriculture. Selon les résultats définitifs de la campagne agricole produits par le Ministère du développement rural (MDR), les productions agricoles 2013-14 ont globalement connu une baisse de 12% comparées à la saison précédente (2012-13). Cette réduction touche davantage les cultures pluviales qui ont régressé de 31% par rapport à la saison dernière. Cette situation fait craindre des graves conséquences sur les populations rurales en période de soudure, en termes d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

Dans cette stratégie où, la situation de la malnutrition se trouve au centre de la planification inter et multisectorielle, les objectifs stratégiques identifiés pour la présente allocation CERF sont :

- Maintenir une réponse intégrée et adaptée incluant les interventions visant à soutenir les populations en situation d'insécurité alimentaire sévère, la prise en charge et la prévention de cas de malnutrition modérée et aiguë, à des activités critiques d'accompagnement, tels que les soins médicaux pour les cas de malnutrition avec complications, le maintien de mécanismes locaux de subsistance (le petit élevage, le maraîchage, etc.)l'eau, hygiène et assainissement. Il doit aussi veiller au suivi de cas de violation des droits de bénéficiaires d'aide qui sont davantage fragilisés et exposés à l'exploitation et à d'autres formes de violations et abus de leurs droits.
- Protection et assistance aux réfugiés maliens, par le maintien et l'amélioration de l'offre d'accès aux services sociaux de base dans le camp, qui bénéficient aussi aux populations d'accueil les plus vulnérables dans les localités environnantes du camp de réfugiés maliens de Mbera, dans la région du Hodh El Chargui.

¹ Disaster Needs Overview, Food Security crisis, Mauritania, ACAPS 2012

L'équipe humanitaire a décidé de se focaliser sur trois régions dans lesquelles la situation est la plus préoccupante. Il s'agit du Hodh el Chargui et du Hodh el Gharbi, les deux régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire. La troisième région est le Gorgol où est attendu le nombre élevé de cas de malnutrition par rapport au reste du pays. Bien plus, le Hodh el Chargui héberge les réfugiés et des éleveurs transhumants maliens, particulièrement dans la moughataa de Bassikounou, accompagnés de plus de 200.000 têtes de bétail, ce qui crée depuis trois ans une pression énorme sur les ressources (partagées avec les communautés-hôtes) et requiert des moyens supplémentaires de manière à soutenir les mécanismes de survie des communautés locales.

III. LE PROCESSUS CERF

Dans sa lettre du 22 Octobre 2014, la Coordonnatrice de la Réponse d'Urgence (USG) Mme Valerie Amos informait que la Mauritanie ayant été retenue pour une allocation de US\$ 3,464,476 à travers « la fenêtre urgences sous-financées » du CERF. La sélection s'est faite sur base d'informations indiquant des pourcentages de financement de projets assez faibles (41%), déséquilibrés entre secteurs et limités pour pouvoir soutenir les activités prioritaires et vitales retenues dans le SRP 2014-2016. L'analyse effectuée par USG Amos indiquait de besoins de financement critiques pour les projets autres que les opérations en faveur des réfugiés, justifiant ainsi l'octroi des allocations CERF afin de soutenir les activités pour « sauver des vies » humaines retenues dans la dite stratégie.

A cet effet, la Coordonnatrice Humanitaire Mme Coumba Mar Gadio, avec la facilitation d'OCHA et la collaboration du HCT avait recommandé les secteurs prioritaires qui devraient bénéficier d'un financement du CERF. Les décisions étaient fondées sur les dernières enquêtes et l'analyse des tendances et des rapports sur le terrain. Le groupe de travail intersectoriel s'était réuni à plusieurs reprises pour encadrer techniquement l'intervention et élaborer la requête avant d'être validée par les membres du HCT.

IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

TABLE 4: PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR									
<i>Nombre total des personnes affectées par la crise</i>									
Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes			Hommes			Total		
	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	Enfants (< 18 ans)	Adultes (≥ 18 ans)	Total
Multi-sector refugee assistance	15,801	14,960	30,761	15,553	9,091	24,644	31,354	24,051	55,405
Nutrition	4,013	2,800	6,813	3,387	300	3,687	7,400	3,100	10,500
Food Security	6,987	6,599	13,586	7,379	6,305	13,684	14,366	12,904	27,270

ESTIMATION DES BENEFICIAIRES

TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF			
	Enfants (< 18ans)	Adultes (>18 ans)	Total
Femmes	26,801	24,359	51,160
Hommes	26,319	15,696	42,015
Total (Femmes + Hommes)	53,120	40,055	93,175

VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

La présente allocation CERF est une contribution aux activités humanitaires prioritaires prévues dans la stratégie humanitaire commune 2014-2016, et qui n'ont pas été (ou peu) financées, à la date de la révision annuelle à mi-parcours. A travers cette révision, le taux de financement du SRP pour la Mauritanie a arrivé à 41 % du montant total d'environ US\$ 85 470 125 requis². Cependant, il y a encore multiples besoins qui n'ont pas été financés ou qui ont reçu très peu de financement, rendant impossibles la mise en œuvre de certaines activités critiques et pour lesquelles les vies des personnes vulnérables seraient en danger si aucune mesure n'est prise à temps. Les fonds CERF ont été utilisés dans ce contexte pour permettre d'adresser des besoins prioritaires des régions ciblées dans le cadre de l'aide d'urgence. Ainsi, les résultats atteints ont expliqué la pertinence de ce financement, qui se sont concentré sur les secteurs critiques qui auraient échappé la priorisation de financement face à l'ampleur de la situation sur le terrain.

Par rapport aux résultats atteints, il faut également mentionner que dû à certains facteurs extérieurs n'ont visiblement par permis la mise en œuvre des activités telle qu'ont été prévues. Des extensions sans cout ont été demandées par le PAM, FAO, UNFPA, et par conséquence par l'OHCHR, qu'a aussi demandé une extension sans cout parce que son projet était relatif, entre autres, à l'accompagnement de l'intervention humanitaire des quatre agences partenaires.

a) **Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?**

OUI EN PARTIE NON

Les agences impliquées dans cette enveloppe de financement du CERF ont pris toutes les mesures pour minimiser au maximum des potentiels facteurs de retard, en montrant une capacité louable de correction et d'intégration des leçons apprises du passé. Dans ce chapitre nous devons aussi mentionner que du a des facteurs externes, quatre agences ont demandé des extensions sans cout, ce que constitue un exemple des difficultés rencontrées pour garantir une aide rapide aux personnes touchées. Plus spécifiquement, les retards dans l'implémentation (décrits en détail dans les requêtes d'extension) sont liés aux facteurs suivants :

- Dans le cas du UNFPA (les projets 14-UFE-FPA-034 et 14-UFE-FPA-041), le retard enregistré est dû essentiellement à : 1) le changement des partenaires d'exécution du projet notamment les Gouverneurs et les Directeurs régionaux à l'action sanitaires (DRAS) au niveau des deux wilayas d'intervention du projet (le Hodh El Chargui et le Hodh El Gharbi), et aussi du Médecin Chef de Bassikounou, ce qui a ralenti la mise en œuvre du projet. 2) Les conséquences de la nouvelle crise alimentaire et nutritionnelle inattendue au cours de l'année 2015 : depuis janvier 2015, cette situation a eu des répercussions sur la participation massive des femmes.
- Dans le cas de la FAO (le projet 14-UF-FAO-029), les retards dans l'exécution ont été liés particulièrement au changement structurel au niveau des institutions partenaires, tout en considérant que le Ministère de référence a été séparé en deux, le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Élevage.
- Dans le cas du PAM (le projet 14-UFE-WFP-061) toutes les activités ont été complétées à temps et les résultats ont été achevés, les retards étant seulement liées à la nécessité de finaliser des processus administratifs.
- Dans le cas du OHCHR (le projet 14-UF-CHR-003), le projet était relative, entre autres, à l'accompagnement de l'intervention humanitaire des autres agences partenaires dans ce projet. Par conséquence, compte tenu de la nécessité d'extension des projets des autres agences partenaires, les activités de monitoring prévues dans le cadre du projet OHCHR n'ont pas pu être réalisées dans le délai prévu.

² Après la revision du SRP

- b) **Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents³?**
 OUI EN PARTIE NON

La présente allocation CERF est plutôt une contribution aux activités prioritaires prévues dans la stratégie humanitaire commune, et qui n'ont pas été (ou peu) financées, à la date de la révision annuelle à mi-parcours. Mais cela ne devrait pas enlever le caractère urgent de la réponse qui contribue à sauver des vies humaines. Ainsi, les résultats atteints expliquent la pertinence de ce financement, qui se concentrent sur les secteurs critiques qui auraient échappé la priorisation de financement face à l'ampleur de la situation sur le terrain. Les résultats des missions de suivi, au cours desquelles des entretiens avec les bénéficiaires directs et autorités locales ont eu lieu, ont révélé que le CERF a répondu réellement et à temps opportun aux besoins réels et problèmes de l'insécurité alimentaire et nutritionnel qui sévit dans les zones prioritaires.

- c) **Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?**
 OUI EN PARTIE NON

L'expérience avec le CERF a servi d'exemple pour la mobilisation des ressources. Les fonds CERF donnent un sort de « marque de qualité » aux interventions qui a un effet positif dans la mobilisation de fonds avec d'autres bailleurs de fonds. Des propositions de projets, en tenant compte de l'expérience avec le CERF, ont été élaborés et soumis aux bailleurs afin de mobiliser d'autres ressources pour, entre autres, consolider les acquis et couvrir les besoins identifiés dans les autres zones. Des bailleurs de fond telles que ECHO ou l'ambassade du Japon ont positivement répondu.

- d) **Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?**
 OUI EN PARTIE NON

Quelques partenaires ont exprimé que ces fonds dans le cadre du CERF pour les urgences sous-financées, peut avoir généré certaine concurrence entre les agences, car à mi-parcours, la stratégie humanitaire était sous-financée et donc il y avait un majeur besoin d'obtenir de financement. Cette concurrence a pu influencer vers un vrai renforcement de la coordination surtout en ce qui concerne des activités comme la priorisation et la répartition budgétaire qu'ont été un défi. Néanmoins, l'esprit de coordination a prévalu lors de l'élaboration de ce CERF en considérant le processus à suivre dans l'élaboration de la requête et a permis une dynamisation et une coordination efficace de l'inter-Secteur.

V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE <u>SECRETARIAT DU CERF</u>		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
N/A	N/A	N/A

³ Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L'EQUIPE DE PAYS

Enseignements Tires	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Il est nécessaire de maintenir la coordination humanitaire, établir une communication claire entre les acteurs humanitaires et autorités administratives et locales, d'impliquer davantage les communautés cibles et les autorités administratives et locales aussi bien dans le ciblage, mise en œuvre et suivi	<p>Il est important de planifier conjointement les missions de suivi des activités pour non seulement être à même niveau d'information mais aussi pour apporter les corrections nécessaires et coordonnées pour la bonne marche du projet.</p> <p>Des réunions de restitution doivent être organisées à la fin de chaque mission de suivi</p>	OCHA et parties prenantes
Forte implication des ONG nationales dans la mise en œuvre des projets CERF	Intensifier les missions d'appui technique sur le terrain au profit des partenaires	CR, OCHA et agences UN concernées

VI. RESULTATS DES PROJETS

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET						
CERF project information						
1. Agence:	UNICEF UNFPA UNHCR	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:		27.10.14 – 30.06.15 (UNICEF & UNFPA) 30.10.14 – 30.06.15 (UNHCR)		
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-118 14-UFE-FPA-041 14-UFE-HCR-033	6. Statut du projet CERF		<input type="checkbox"/> En cours		
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Multi-sector refugee assistance			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
4. Titre du projet:	Protection et assistance multisectorielle aux réfugiés maliens du camp de Mbera					
7. Funding	a. Budget Total du Projet :	US\$ 18,666,978	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :			
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 9,800,000	▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :		US\$ 707,694	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 1,054,659	▪ Partenaires gouvernementaux :		US\$ 141,676	
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Enfants (< 18 ans)	15,300	14,950	30,250	15,801	15,553	31,354
Adultes (≥ 18 ans)	14,574	8,650	23,224	14,960	9,091	24,051
Total	29,874	23,600	53,474	30,761	22,171	55,405
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus		Nombre de Bénéficiaires Atteint			
Réfugiés	53,474		55,405			
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays						
Population d'accueil						
Autres personnes touchées						

Total (identique au total figurant au point 8a)	53,474	55,405
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i>		

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Couverture des besoins essentiels des réfugiés en termes de protection et d'assistance dans les secteurs sécurité alimentaire, santé et eau hygiène et assainissement		
10.Énoncé des résultats	1. Les réfugiés jouissent d'un environnement de protection favorable, y inclus les personnes à besoins spécifiques, les enfants et les victimes survivantes de GBV 2. La sécurité alimentaire des réfugiés est améliorée grâce à la distribution de rations alimentaires 3. Les réfugiés vivent dans un environnement sain exempt de d'épidémies diarrhéiques grâce à la gestion des déchets solides dans le camp de Mbera 4. Les personnes avec des conditions médicales sérieuses et les femmes enceintes et allaitante jouissent d'une prise en charge sanitaire adéquate qui permettent de réduire la morbidité au sein du camp 5. Les enfants refugies sont inscrit à l'école et bénéficient d'un cadre d'apprentissage sécurisé propice à leur bon développement y compris en situation d'urgence		
11. Résultat			
Résultat 1	La Qualité de l'enregistrement individuel et le profilage des réfugiés est amélioré		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	Nombre de personnes enregistrés sur une base individuelle avec un minimum de données nécessaires (désagrégées par âge (<18) et par sexe)	53.474 réfugiés	55,405 réfugiés (chiffre au pic du nombre de réfugiés au camp à la fin novembre 2014)
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Enregistrement biométrique/ profilage des réfugiés et mise à jour des données d'enregistrement	UNHCR/Fédération Luthérienne Mondiale	Mise en oeuvre directe du HCR et mise en œuvre à travers la Fédération Luthérienne Mondiale
Résultat 2	100 enfants en besoin de mesures de protection spécifiques reçoivent une assistance multisectorielle appropriée ; 4.200 filles et garçons sont mieux protégés des risques d'abus violence et exploitations dans les communautés réfugiées de Mbera,		

Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	# enfants en âge scolaire et préscolaire ayant accès à des espaces sécurisés pour un soutien psychosocial, à travers des activités ludique et socio-éducatives, y compris l'éducation à l'hygiène.	<ul style="list-style-type: none"> • 4.200 enfants (2,000 filles et 2.200 garçons) – baseline : 3.678 • 40 femmes et 60 hommes travaillant dans les espaces sécurisés • 8 Espaces Amis d'Enfants réhabilités selon les standards 	<p>3766 dont 2,071 Filles et 1,695 Garçons ayant fréquenté les Espaces Amis d' Enfants</p> <p>51 animateurs réfugiés (38 Femmes 13 Hommes) ont facilité les activités.</p> <p>8 Espaces Amis d' Enfants dans le camp et 1 à M'berra village (communauté hôte) sont réhabilités et fonctionnel</p>
Indicateur 2.2	# enfants affectées par la situation d'urgence orientés aux services de base	4,200 enfants (2,000 filles et 2,200 garçons) 5 structures de protection renforcées (40 femmes et 60 hommes)	<p>3766 dont 2,071 Filles et 1,695 Garçons ont fréquenté les Espaces Amis d' Enfants</p> <p>5 comites (dont 4 sous comites et 1 comité central) de protection de l'enfant sont appuyés avec au total 270 membres dont 42 femmes.</p>
Indicateur 2.3	# cas de protection/violations des droits des enfants identifiés, rapportés aux acteurs compétent et referées aux services appropriés.	100 cas de protection/violation	476 cas de protection identifiés et référés dont 202 garçons et 274 filles ; à ce jour 108 sont clos
Indicateur 2.4	# de filles et garçons a besoin de mesures de protection spéciale ayant reçu une assistance multisectorielle (support médical, aide psychosociale, réintégration socio-économique, recherche et la réunification familiale)	100 enfants en mesure de protection spéciale (50 filles, 50 garçons)	476 cas de protection identifiés et referes dont 202 garçons et 274 filles ; à ce jour 108 sont clos
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Assurer la disponibilité un soutien psychosocial pour les enfants, à travers des activités ludiques et socioéducatives, y compris l'éducation à l'hygiène, et la disponibilité d'espaces sécurisés	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD

Activité 2.2	Assurer l'orientation des enfants aux services de base, notamment l'éducation, mais aussi éventuellement la santé, l'alimentation, l'éducation et l'abri	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD
Activité 2.3	Surveiller et transmettre les informations relatives à 100 cas de protection/violations des droits des enfants, assurer la référence aux services appropriés	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD
Activité 2.4	Offrir à 100 enfants en besoin de mesures de protection spécifique une assistance multiseCTORielle comprenant un support médical, un aide psychosociale, des activités de réintégration socio-économique, la recherche et la réunification familiale.	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD	UNICEF à travers Accord de Partenariat de Projet avec Intersos and ESD
Résultat 3	La prise en charge psychosociale des survivantes de VBG est assurée		
Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Atteint
Indicateur 3.1	Nombre de cas confirmés et pris en charge sur le plan psychosocial	80 cas	78
Indicateur 3.2	Nombre de séances psychologiques dispensées	27 séances	84 séances
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 3.1	Nombre de cas confirmés et pris en charge sur le plan psychosocial	80 cas	78
Activité 3.2	Nombre de séances psychologiques dispensées	27 séances	84 séances
Résultat 4	Amélioration de la sécurité alimentaire des réfugiés		
Indicateurs du résultat 4	Description	Cible	Atteint
Indicateur 4.1	Nombre moyen de kcal distribué par personne et par jour pendant six mois	2,100 kcal/p/j	1,876 kcal/p/j
Activités du résultat 4	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 4.1	Contribuer à la planification et l'organisation de distributions générales de vivres pendant 6 mois dans le camp de Mbera pour 100% de la population de réfugiée	UNHCR/Commissariat à la Sécurité Alimentaire	UNHCR/Commissariat à la Sécurité Alimentaire
Résultat 5	La population de réfugiés laisse dans des conditions satisfaisantes de salubrité et d'hygiène		
Indicateurs du résultat 5	Description	Cible	Atteint
Indicateur 5.1	Un système de gestion des déchets solides est en place et opérationnel dans le camp de Mbera	Oui (100%)	Oui (100%)

Activités du résultat 5	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 5.1	Collecte, transport et destruction des déchets solides dans les quatre centres de gestion des déchets du camp pendant 6 mois	UNHCR/SOS Désert	UNHCR/SOS Désert
Résultat 6	L'état de santé des personnes avec condition médicale sérieuse est amélioré		
Indicateurs du résultat 5	Description	Cible	Atteint
Indicateur 6.1	L'accès des réfugiés aux soins secondaire et tertiaire de santé est assuré	100%	100%
Activités du résultat 5	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 6.1	Référencement d'un nombre estimatif de 124 patients atteints de maladies graves à l'hôpital régional de Néma ou l'hôpital national de Nouakchott pour des soins médicaux secondaire ou tertiaire	UNHCR/Fédération Luthérienne Mondiale	UNHCR/Fédération Luthérienne Mondiale
Résultat 7	L'offre de services de santé de la reproduction est assurée		
Indicateurs du résultat 7	Description	Cible	Atteint
Indicateur 7.1	Nombre d'accouchements assistés réalisés au sein de la maternité	200 accouchements	345 accouchements ont été réalisés dans la maternité
Indicateur 7.2	Taux de consultations prénatales et post natales au niveau de la maternité	Augmentation de 15% du taux actuel qui est de 52%	Le taux actuel des CPN et CPON est de 65% soit une augmentation de 13%
Indicateur 7.3	Nombre de grossesses avec complication, référées	30 grossesses à risque référées 15% de 200 grossesses attendues	17 grossesses à risque ont été référées au bloc opératoire MSF à Bassiknou
Activités du résultat 7	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 7.1	Assurer la fourniture de services de santé pour la mère et le nouveau-né (Consultations pré et post natales et accouchements assistés) par le personnel de santé dans la maternité du camp	UNFPA/ONG AMPF	UNFPA/ONG AMPF
Activité 7.2	Offrir les médicaments et consommables pour les services de la maternité	UNFPA/ONG AMPF	UNFPA/ONG AMPF
Résultat 8	Toutes les femmes enceintes et allaitantes ont reçu des micronutriments et des moustiquaires imprégnées		
Indicateurs du résultat 8	Description	Cible	Atteint
Indicateur 8.1	Nombre de femmes enceintes et allaitantes supplémentées et ayant reçues des moustiquaires et des kits d'accouchement propre	3.000 femmes	2943 femmes

Activités du résultat 8	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 8.1	Acquisition et distribution des micronutriments et moustiquaires imprégnées et kits d'accouchement propres aux femmes enceintes et allaitantes	UNFPA	UNFPA
Résultat 9	7 sites regroupant des écoles primaires et secondaires et des Espaces Amis des Enfants disposent d'ouvrages d'assainissement et d'eau fonctionnels et entretenus		
Indicateurs du résultat 9	Description	Cible	Atteint
Indicateur 9.1	Nombre de latrines séparées par genre construits dans chacune des écoles et Espaces Amis des Enfants (il s'agit de 6 latrines par école et espace ami des enfants ($6 \times 7 = 42$) et d'1 latrine adaptée aux besoins spécifiques des personnes à mobilité réduite (indicateur 9.3 – $1 \times 7 = 7$) soit un total de 49 latrines)	49 latrines	49 latrines construites (séparées filles et garçons)
Indicateur 9.2	1 point d'eau (6 robinets minimum) est disponible sur chaque site (Ecole et espace ami des enfants)	7 points d'eau	7 points d'eau disponibles (6 points d'eau pour les écoles primaires et 1 point d'eau pour l'école secondaire)
Indicateur 9.3	Existence de 1 latrine accessible aux personnes à mobilité réduite dans chacune des écoles et Espaces Amis des Enfants	7 latrines	7 latrines disponibles pour les personnes à mobilité réduite (à raison d'une latrine par école)
Indicateur 9.4	Existence d'un dispositif de lavage des mains pour 2 latrines	24 lave-mains	24 dispositifs lave – mains (à raison d'un dispositif pour chaque bloc – latrine) et les espaces clés (cuisines, cantines scolaires, etc...)
Indicateur 9.5	Disponibilité de matériels pour l'entretien des ouvrages	14 kits d'entretien (2 par site)	7 kits disponibles (à raison d'un kit par école composé de 1 balai traditionnel, 1 brosse souple en plastic, 1 seau de 10 litres, 7 litres d'eau de javel, 10 morceaux de savons, 6 affiches sur l'entretien et assainissement des latrines, 1 seau avec robinet pour chaque cantine scolaire)

Activités du résultat 9	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 9.1	Etude technique pour la définition des besoins en réhabilitation (des ouvrages existants) et/ou construction de nouveaux ouvrages	UNICEF en partenariat et/ou contrat	UNICEF en partenariat avec ACF - E
Activité 9.2	Construction / réhabilitation des ouvrages d'eau (rampe de distribution d'eau et système d'évacuation des eaux etc.)	UNICEF en partenariat et/ou contrat	UNICEF en partenariat avec ACF - E
Activité 9.3	Construction des latrines	UNICEF en partenariat et/ou contrat	UNICEF en partenariat avec ACF - E
Activité 9.4	Fabrication et mise à disposition de lave-mains	UNICEF en partenariat et/ou contrat	UNICEF en partenariat avec ACF - E
Activité 9.5	Achat, transport et remise des kits d'entretien	UNICEF en partenariat et/ou contrat	UNICEF en partenariat avec ACF - E
Résultat 10	14,299 enfants de 6 à 17 ans accèdent à l'éducation formelle ou non formelle dans le camp des réfugiés		
Indicateurs du résultat 10	Description	Cible	Atteint
Indicateur 10.1	Nombre d'enfants réfugiés de 6-11 ans inscrits en primaire	12,299 (baseline : 5,772 / année scolaire 2013-2014)	3762 dont 1732 filles
Indicateur 10.2	Nombre d'enfants réfugiés de 12-17 ans inscrits en secondaire	500 (baseline : 236 / année scolaire 2013-2014)	336 dont 64 filles
Indicateur 10.3	Nombre d'enfants réfugiés de 12-17 ans inscrits en alphabétisation et bénéficiant aussi des cours de compétence de vie courante.	1,500 (baseline : 517 / année 2014)	1,343 dont 891 filles
Indicateur 10.4	Nombre d'adolescents, lauréats de l'alphabétisation, inscrit dans la formation accélérée en métiers et appuyés en kits de démarrage	60 (baseline : 60 / année 2014)	80 dont 40 filles
Indicateur 10.5	Nombre d'enseignants du camp Mbera bénéficiant de formations	152 (baseline : nd)	150 dont 23 femmes
Activités du résultat 10	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 10.1	Mobilisation continue des communautés sur l'inscription et maintien des enfants à l'école, encadrement des enseignants à travers notamment les leçons modèles, comités pédagogiques et associations des parents d'élèves, suivi quotidien du déroulement des cours y compris la fréquentation des enfants au niveau du primaire	INTERSOS (UNICEF)	INTERSOS (UNICEF)
Activité 10.2	Mobilisation continue des communautés sur la scolarisation, encadrement des enseignants, du	Ensemble pour la Solidarité et le	Ensemble pour la Solidarité et le

	comité pédagogique et de l'association des parents d'élèves, suivi quotidien du déroulement des cours y compris la fréquentation des enfants au niveau du secondaire ainsi que la mise en œuvre des cours de préparation aux examens DEF et Baccalauréat.	Développement-ESD (UNICEF)	Développement-ESD (UNICEF)
Activité 10.3	Mobilisation continue des adolescents non scolarisés, encadrement des enseignants incluant l'organisation des leçons modèles suivi quotidien du déroulement des cours y compris la fréquentation des enfants, formations et accompagnement des animateurs sur les cours de compétence de vie courante.	Ensemble pour la Solidarité et le Développement-ESD (UNICEF)	Ensemble pour la Solidarité et le Développement-ESD (UNICEF)
Activité 10.4	Sélection, formation en métiers et compétences de vie courante et appui poste formation (distribution des kits de démarrage et orientations des lauréats).	Ensemble pour la Solidarité et le Développement-ESD (UNICEF)	Ensemble pour la Solidarité et le Développement-ESD (UNICEF)
Activité 10.5	Formation initiale pour les nouveaux enseignants et formation des anciens sur les nouvelles thématiques (Programme accéléré pour enfants trop âgés, nouveau module de l'Approche par compétences) ainsi que les missions de supervision continue incluant les visites de classe, l'évaluation des enseignants, etc.	DREN-Direction Régionale de l'Education Nationale (UNICEF)	DREN-Direction Régionale de l'Education Nationale (UNICEF)

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

Grace aux fonds CERF, l'UNHCR, UNICEF et UNFPA ont pu couvrir les besoins les plus urgents dans le camp de réfugiés de Mberra en termes de protection, distribution alimentaire, assainissement, santé et éducation.

1. Protection

En terme de protection, l'UNHCR a mené l'enregistrement biométrique individuel de la population, notamment à travers la Fédération luthérienne mondiale qui a mis à disposition des gardiens, interprètes et guides pour orienter les réfugiés. Fin novembre 2014, au pic de population pendant la période de mise en œuvre, plus de 55 400 réfugiés étaient enregistrés au camp de Mberra. L'UNHCR et les autorités ont par ailleurs effectué un exercice de vérification de la population entre décembre 2014 et octobre 2015 ayant permis de confirmer le statut de réfugiés de milliers d'individus maliens et de désactiver les personnes de nationalité mauritanienne de la base de données de l'UNHCR. Les données recueillies lors de l'enregistrement sont désagrégées par sexe, âge et vulnérabilités, permettant de disposer d'informations détaillées sur la population et de proposer ainsi une assistance ciblée.

Pour ce qui est de la protection des droits des femmes, les fonds CERF ont permis à l'UNFPA de mener des activités de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) y compris le viol et la prise en charge médicale et psychosociale des survivantes de ces violences, cette action a été menée par l'ONG nationale « Ligue des experts défenseurs des droits des enfants et des femmes (LEXDEF). Une équipe composée d'un psychologue, un assistant social et 10 agents communautaires, a été mise en place dans le camp pour mener à bien ces activités et les cibles définies en début de projet ont été atteintes.

En ce qui concerne la protection de l'enfance avec l'UNICEF et ses partenaires, le projet avance comme prévu et la plupart des indicateurs ont été atteints voir même surpassés, à part quelques-uns :

- Le nombre d'enfants en âge scolaire et préscolaire ayant accès à des espaces sécurisés pour un soutien psychosocial à travers des activités ludique et socio-éducatives, y compris l'éducation à l'hygiène étaient prévu était de 4.200 enfants (2,000 filles et 2,200 garçons). Ce nombre n'a finalement pu être atteint qu'à hauteur de 3766 (soit 89.66%) dont 2,071 Filles et 1,695 Garçons. Cette situation est due au fait que le nombre d'enfants vivant réellement dans le camp diffère du nombre enregistré suite au retour de certaines familles mais aussi et surtout du fait que beaucoup de familles enregistrées ne vivent pas au camp.

- Le nombre prévu d'enfants affectés par la situation d'urgence orientés aux services de base était de 80 cas sur 90 cas attendus mais le projet n'a pu attendre de 61 ce qui n'est pas mal dans l'ensemble. Ceci est dû essentiellement à la réticence de la communauté à rapporter certains cas de violence (y compris violence sexuel) qui sont souvent gérés à l'amiable au sein de la communauté. Mais d'énormes efforts sont en cours avec les comités communautaires de protection et pour le moment tout porte à croire que cette différence pourrait être atteinte d'ici la fin de l'année.

2. Distribution alimentaire

Pour encadrer la fourniture d'assistance alimentaire aux réfugiés maliens, en 2012, le PAM et l'UNHCR, ainsi que le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), ont signé un Mémoire d'Entente (MOU) qui s'inspire du MOU global conclu en 2011 entre l'UNHCR et le PAM. En application de cet accord, tous les réfugiés maliens enregistrés par l'UNHCR et installés dans le camp de Mberra ont accès aux vivres mises à disposition par le PAM, (non financé à travers le CERF) et distribuées par l'UNHCR à travers son partenaire exécutoire le CSA, notamment grâce au financement CERF.

Pour faciliter l'accès aux vivres, le PAM dispose d'un point de livraison avance à Bassikounou et 5 centres de distribution ont été établis par l'UNHCR au camp de Mberra depuis le début de l'urgence. Le panier de vivres comprend du riz, des légumineux, du sel et de l'huile.

De novembre 2014 à juin 2015, sept distributions générales de vivres ont eu lieu. La distribution du mois de mars n'a pas pu être réalisée à cause d'un manque de financement ayant affecté le pipeline de vivres du PAM. Sur les distributions de novembre et décembre 2014 et janvier, février, avril et mai 2015 (six mois), une moyenne de 1876 kcal de vivres par personne par jour ont été distribués. Il est à noter que ce chiffre est en dessous de la cible de 2100kcal, ce qui s'explique par un manque de ressources financières ayant contraint l'UNHCR et ses partenaires à réduire la quantité de vivres distribuées par personne.

3. Assainissement et santé

Les fonds CERF ont pu aider à financer la gestion des déchets dans le camp de Mberra pendant six mois. La gestion des ordures ménagères et déjection d'animaux a été assurée par l'UNHCR à travers son partenaire SOS DESERT. Les fosses à ordures ont été remplacées par un système de gestion des déchets solide en 2014 incluant la collecte, le transport et incinération/ enfouissement des déchets. Quatre sites à déchet (décharge publique) ont été construits pour la gestion des déchets solides. Les réfugiés ont été associés à la collecte et le dépôt des déchets dans des poubelles distribuées aux ménages.

En termes d'accès à la santé secondaire et tertiaire pour les réfugiés de Mberra, l'UNHCR à travers son partenaire la Fédération luthérienne mondiale a organisé le référencement des cas médicaux ne pouvant être traités au camp vers les hôpitaux de Nema et Nouakchott. Entre novembre 2014 et avril 2015 (6 mois), 282 personnes ont été évacuées de Bassikounou à Nema et 65 personnes de Nema à Nouakchott.

Par ailleurs les *Standard Operating Procedures* pour les évacuations ont été mises à jour pour assurer un processus standard et coordonné de référencement dans les postes de santé du camp.

Dans le domaine de la santé maternelle et néonatale, le financement CERF a permis d'apporter un appui indispensable à la maternité financée par l'UNFPA et gérée par son partenaire l'ONG nationale « Association mauritanienne pour la promotion de la famille (AMPF) », cet appui a permis de continuer l'offre de services prioritaires de santé maternelle y compris l'accouchement pendant une période de 9 mois, les résultats enregistrés au cours de cette intervention sont cités ci-dessus. Le projet a soutenu 225 CRENAS (Structures de Santé et Nutrition), tout en dépassant la cible originare de 91.

Avec l'appui de l'UNICEF en kits Wash, les structures médicales du camp Mberra, les enfants souffrant de malnutrition sévère bénéficient, après le traitement, d'un kit WASH composé essentiellement de savon, mahcel, bouloir, 1 bidon de 10 litres. En même temps, les accompagnants bénéficient d'une sensibilisation et une démonstration du lavage des mains au savon.

4. Education

Le nombre d'enfants inscrits au primaire reste toujours faible malgré les efforts fournis par les différents partenaires pour mobiliser les communautés autour de l'Education. Un des raisons est que la population est majoritairement nomade et n'est pas encore suffisamment acquise pour l'inscription et le maintien des enfants à l'école. Concernant les adolescents, il y en a qui ne préfèrent pas retourner à l'école.

L'objectif qu'avait été établi originarement concernait le secteur éducation dans sa totalité. Les fonds du CERF ciblaient seulement un pourcentage de l'objectif total du secteur. Le résultat total achevé pour l'année académique 2014-2015 est quantifiable en 4.008 enfants ; le gap est principalement dû aux facteurs suivants :

- L'objectif pour le secteur est basé sur la base de données du UNHCR en ce qui concerne les réfugiés ; le UNHCR ayant mise en œuvre un exercice de « désactivation » d'une partie des réfugiés qu'avaient été incorrectement classés comme réfugiés, les chiffres totales ont diminué.
- La mobilisation générale de ressources pour le secteur (au-delà du CERF) n'a pas été tellement satisfaisante que prévue.

Des efforts sont constamment en cours pour mobiliser les communautés et les parents pour qu'ils puissent envoyer leurs enfants à l'école. Le changement de mentalité des communautés et des parents demeure l'obstacle majeur dans ce domaine. L'UNICEF a aussi travaillé en collaboration avec les directeurs des écoles coraniques (les Cheiks) pour convaincre les communautés à envoyer leurs enfants à l'école coranique mais aussi à l'école formelle, tout en considérant que beaucoup d'enfants ne vont qu'à l'école coranique. Finalement, il faut mentionner que la disponibilité de fonds additionnels aurait permis la construction d'autres salles, tout en facilitant l'accès aux services d'éducation car le camp de réfugiés est énorme.

<p>13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi</p>	
<p>Les activités mises en place dans le cadre de ce projet ont été discutées avec les réfugiés qui participent pleinement aux prises de décision les concernant et à la gestion du camp. En 2014, il existe 22 comités composés de réfugiés. Certains ont été établis dans le cadre d'une approche multisectorielle, tels que les comités dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hygiène et l'assainissement, de la protection des enfants, de la protection des personnes à besoins spécifiques et de la gestion et coordination du camp. Il existe également des comités transversaux composés d'acteurs importants de la communauté réfugiée tels que le comité des sages, des jeunes et des femmes. Par ailleurs, un exercice de <i>Age, Gender and Diversity Mainstreaming</i> (AGDM) a été organisé par l' UNHCR dans le camp de Mberra en janvier 2015. Cet exercice a permis, à travers des discussions de groupes (groupe des jeunes, des femmes, des sages etc.) de mettre en lumière les principaux problèmes des réfugiés rencontrés dans le camp et de définir des réponses.</p> <p>L'UNFPA dans son intervention, a suivi une approche participative en impliquant les réfugiés et en particulier les femmes et les jeunes dans la formulation des besoins essentiels en matière de santé maternelle et néonatale et la réflexion à l'approche la plus efficace pour répondre à ces besoins. Des réseaux communautaires dans ces domaines ont été mis en place par l'UNFPA afin de faciliter l'atteinte du niveau communautaire pour faire passer les messages de promotion des droits et de l'accès aux services de santé. Cette approche a contribué également aux efforts visant la réduction de l'impact des barrières et pesanteurs socioculturels fortement présents au niveau du camp, notamment en matière de violences sexuelles et sexistes (pratique des mutilations génitales, mariage précoce, gavage et grossesses rapprochées) en plus des accouchements à domicile qui constituent un véritable défi pour les efforts de lutte contre la mortalité maternelle et néonatale.</p> <p>Pour UNICEF, les rencontres régulières avec les comités des parents et les conseils pédagogiques permettent d'échanger continuellement sur la vie de l'école et de chercher des solutions aux problèmes identifiés conjointement y compris la fréquentation de l'école. Concernant l'alphabétisation et l'apprentissage des métiers, des consultations continues ont permis de valider la sélection des candidats, les emplois de temps, le choix des métiers, l'orientation des jeunes dans les centres et le partage d'information sur l'état d'avancement des activités.</p>	
<p>14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a t'il une évaluation en cours?</p>	<p>EVALUATION CARRIED OUT <input type="checkbox"/></p>
<p>Le rapport de la Joint Assessment Mission (JAM) conduite dans le camp de Mberra par l'UNHCR, le UNFPA, l'UNICEF et leurs partenaires entre août et septembre 2015 n'est pas encore finalisé. Quatre objectifs de la mission avaient été identifiés :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Evaluer l'efficacité des opérations d'assistance depuis 2013 2) Evaluer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des réfugiés 3) Evaluer la capacité d'autosuffisance des réfugiés : niveau d'accès aux ressources et aux opportunités économiques 4) Développer une stratégie et un plan d'action conjoint <p>Le rapport reprenant les résultats de cette évaluation sera partagé au courant du mois de novembre.</p>	<p>EVALUATION PENDING <input checked="" type="checkbox"/></p>
	<p>NO EVALUATION PLANNED <input type="checkbox"/></p>

TABLE 8: PROJECT RESULTS

CERF project information						
1. Agence:	UNICEF UNFPA WHO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:		27.10.14 – 30.06.15 (UNICEF & UNFPA) 30.10.14 – 30.06.15 (WHO)		
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CEF-119 14-UFE-FPA-034 14-UFE-WHO-061	6. Statut du projet CERF		<input type="checkbox"/> Ongoing		
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition			<input checked="" type="checkbox"/> Concluded		
4. Titre du projet:	Interventions immédiates/multisectorielles de prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants de 0-5 ans, les femmes enceintes et allaitantes dans trois wilayas vulnérables en Mauritanie					
7. Funding	a. Budget Total du Projet :		US \$8,686,312	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :		
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :		US \$ 2,237,431	▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 308,388		
	c. Montant reçu du CERF :		US \$886,207	▪ Partenaires gouvernementaux : US\$ 77,573		
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Enfants (< 18 ans)	4,013	3,387	7,400	3,102	2,980	6,082
Adultes (≥ 18 ans)	2,800	300	3,100	12,071	7,540	19,611
Total	6,813	3,687	10,500	15,173	10,520	25,693
8b. Beneficiary Profile						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus			Nombre de Bénéficiaires Atteint		
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays						
Réfugiés						

<i>Population d'accueil</i>	4,155	4,231 femmes enceintes et allaitantes ont été touchées par l'intervention de l'UNFPA
<i>Autres personnes touchées</i>	6,345	21,462 Enfants (filles et garçons) MAS et femmes et hommes sensibilisées sur les PFE Nutrition et Wash
Total (identique au total figurant au point 8a)	10,500	25,693 Enfants MAS, FEFA dans les populations hôtes, et dans les 03 régions ciblées
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i>	Pour la plus part des indicateurs, plus de cibles (25,693) ont été touchés par rapport ceux planifiés (10,500). Les fonds CERF étant complémentaires aux autres ressources disponibles (ECHO, Japon), les résultats atteints dans la zone de projets est la résultante de toutes ressources des divers bailleurs.	

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Réduire l'incidence de la malnutrition aiguë à travers un paquet d'interventions curatives et préventives		
10.Énoncé des résultats	La prévalence de la malnutrition est maintenue en dessous de 10% dans les zones d'intervention pendant la période de soudure contre 13,1% en 2013.		
11. Résultats			
Résultat 1	50% des centres et postes de santé fonctionnels (91/182 postes) offrent un paquet intégré de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère CRENAS et CRENI		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Reached
Indicateur 1.1	91 structures de santé dont 7 CRENI sont équipées et reçoivent des intrants nutritionnels sur une base régulière	91 structures de santé et 7 CRENI	08 CRENI 225 CRENAS
Indicateur 1.2	26 centres nutritionnels reçoivent un kit WASH	26 structures de santé	69 centres nutritionnels ont reçu les kits Wash
Indicateur 1.3	7 structures de sante intègrent la stimulation psychosociale dans la prise en charge et le suivi des enfants malnutris	7 CRENI (structures de santé)	07 CRENI ont intégré la stimulation psychosociale
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Supervision formative des chefs de poste sur la PCIMA et les six pratiques familiales essentielles	UNICEF/MOH	UNICEF et le Ministère de la Sante (MOH). 21 supervisions mensuelles au niveau des 3 régions. Dans les 3 régions, le financement ECHO, les consultants UNICEF en assistance technique dans les 2 Hodh et le partenariat CRF a permis de faire l'extension de centres nutritionnels a 8 CRENI et 225 CRENAS.
Activité 1.2	Fournir un équipement de base	UNICEF/MOH	UNICEF et le Ministère de la Sante

	(balance, toise, MUAC, registres et fiche de suivi) sur la prise en charge de la malnutrition aigue		(MOH). 225 Structures de sante ont été dotées en Balance, Toises avec un stock tampon au niveau régional
Activité 1.3	Organisation des stratégies avancées et des équipes mobiles de dépistage et de traitement des malnutris	UNICEF/MOH	UNICEF et le Ministère de la Sante (MOH). 03 Equipes Mobiles organisées : 9,046 enfants dépistés et 105 MAS traitées
Activité 1.4	Achat, transport et donation des kits WASH aux structures sanitaires	UNICEF/ ONG (ACF-E, WVI)/partenaires publiques décentralisés (DRHA et DRAS)	UNICEF/ ONG (ACF-E, WVI)/partenaires publiques décentralisés (DRHA et DRAS) . 2936 Kits WASH ont été remis aux centres et postes de santé. Les fonds additionnels ECHO pour la Nutrition a permis d'allouer un budget a Wash pour augmenter le pourcentage de centres Nutritionnels ayant intégré le Wash in Nutrition
Activité 1.5	Supervision formative des activités de PCIME (intégré à la PCIMA) dans les 91 structures de santé couvertes par le projet.	UNICEF/MOH	UNICEF et le Ministère de la Sante (MOH). Non réalisée pour défaut de financement
Activité 1.6	Former/recycler le personnel des structures de sante sur la prise en charge psychosociale des enfants malnutris sévères et les équiper avec des kits d'éveil pour le jeune enfant	UNICEF/ ACF/DRAS Guidimakha, CHR Selibaby	UNICEF/ ACF/DRAS Guidimakha, CHR Selibaby 23 personnes formées et 7 structures équipées de kits d'éveil
Activité 1.7	Achats de médicaments essentiels et micronutriments pour la PEC des femmes malnutries (voir annexe)	UNFPA/MoH	UNICEF et le Ministère de la Sante (MOH) Un lot de médicaments essentiels et de micronutriments a été acheté et livré aux structures de santé ciblées par le projet
Activité 1.8	Acquisition de Matériel médical basique (voir annexe)	UNFPA/MoH	UNICEF et le Ministère de la Sante (MOH) Un lot de matériel médical a été acheté et envoyé aux différentes structures de santé dans les zones cible
Activité 1.9	Acquisition et mise en place de médicaments essentiels et consommables médicaux pour les CRENIS	WHO/MOH	WHO/ Ministère de la Sante (MOH) 03 CRENIS et 09 CRENAS dotes en médicaments
Activité 1.10	Organisation des missions de supervision, suivi/évaluation au niveau des structures de références des 3 régions ciblées	WHO/ MOH	06 missions (03 DSSBN, 03 DRAS)
Résultat 2	Les enfants de moins de 5 ans sont dépistés, référés et suivis par les relais communautaires dans la zone du projet		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Reached

Indicateur 2.1	80 % des enfants de moins de 5 ans sont dépistés, par les relais communautaires dans la zone du projet	80% de 82, 000 (50% of children living in project area	31,869 soit 39% des enfants 6-59 mois cibles dépistés
Indicateur 2.2	80% des enfants admis dans un programme nutritionnel (MAS) bénéficient d'un kit WASH	80% de 6, 300	48% (2936) enfants MAS ont bénéficié de kits Wash
Indicateur 2.3	80% des couples mère enfants pris en charge bénéficient de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILD).	80% de 6,300	2,936 MILD ont remis aux couples mère-enfants MAS
Indicateur 2.4	19 mécanismes de protection communautaires sont renforcés.	19	6 mécanismes de protection communautaires renforcés
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réal)
Activité 2.1	Dépistage actif au niveau communautaire par 240 relais communautaires formés	UNICEF	UNICEF . 31,869 soit 39% des enfants 6-59 mois cibles dépistés. L'insuffisance de fonds pour prolonger les accords de partenariats avec les ONG nationales des 02 Hodh n'ont pas permis d'atteindre les résultats de dépistage. Les ONG n'ont pas fonctionné pendant la soudure de 2015 (Mars-Septembre 15).
Activité 2.2	Référence et transport des enfants malnutris aux CRENAS/CRENI	UNICEF/ONG (ACF, AMAMI, ACCOR, AU SECOURS)	UNICEF/ONG (ACF, AMAMI, ACCOR, AU SECOURS) 229 enfants MAS dépistés et référés par les ONG Au Secours et ACCOR dans les 2 Hodh.
Activité 2.3	Achat, transport et remise des kits WASH aux couples mère-enfant	UNICEF ONG (ACF-E, WVI) partenaires publiques décentralisés (DRHA, DRAS)	UNICEF/(ACF-E, WVI) (DRHA, DRAS) 2,936 Kits WASH ont remis aux couples mere-enfants MAS. Seulement 48% d'Enfants ont reçu des kits Wash par manque de financement.
Activité 2.4	Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant pour assurer un soutien psychosocial et l'accès aux services intégrés de protection aux enfants affectés par la crise nutritionnelle.	UNICEF/ ACF-E /Coordinations Régionales MASEF	UNICEF ACF-E /Coordinations Régionales MASEF 6 mécanismes communautaires renforcés et 523 mères/familles ont accédés à des services et informations pour leurs enfants affectées par la malnutrition. Le non atteint des 19 mécanismes prévus est due à un manque de financement.

Activité 2.5	Organisation de sorties mobile des équipes pour les activités de dépistage et référence des femmes enceintes et allaitantes malnutries au niveau communautaire	UNFPA/DRAS/ONG (FLM)	UNFPA/DRAS/ONG (FLM) 56 sorties conjointes entre les DRAS et l'ONG partenaire FLM, ont été organisées dans les deux Hodh
Résultat 3	Les mères d'enfants de moins de 5 ans connaissent au moins 4 pratiques familiales essentielles à la survie de l'enfant		
Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Reached
Indicateur 3.1	85 % des parents d'enfants de moins de 5 ans admis comme MAS connaissent au moins 4 pratiques familiales essentielles à la survie de l'enfant	85% de 6, 300	96% des mères d'enfants MAS ont été sensibilisées sur au moins 4 PFE
Indicateur 3.2	8.000 ménages sont sensibilisés (au niveau communautaire) sur les pratiques familiales essentielles	8.000 ménages	4414 ménages sensibilisées sur les PFE au niveau communautaires
Indicateur 3.3	80% des enfants admis dans un programme nutritionnel (MAS) bénéficient d'une séance de sensibilisation (PFE WASH)	80% de 6,300	2,936 (47%) enfants MAS et leurs mères admis en CRENI/CRENAS ont été sensibilisés sur les PFE Wash
Indicateur 3.4	80% des mères/accompagnants les enfants malnutris sévères connaissent au moins 5 techniques pour les stimuler émotionnellement	80% de 630	83% mères accompagnantes ont eu accès à l'information sur la stimulation émotionnelle.
Indicateur 3.5	1.000 enfants affectés par la crise nutritionnelle sont identifiés, référés et assistés à travers les dispositifs de soins intérimaires et les services intégrés de protection	1.000	523 enfants ont bénéficié d'activités de stimulation émotionnelle (il est important de souligner que le « Cible » indiqué est relative au total du secteur, et les fonds CERF ont ciblé seulement un pourcentage).
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réal)
Activité 3.1	Elaboration de supports de communication pour la promotion des pratiques familiales essentielles à la survie	UNICEF	UNICEF. Des supports de communication sur l'Allaitement, les micronutriments sont élaborés et en cours de validation
Activité 3.2	Assurer les visites à domicile d'au moins 22 500 ménages ayant des enfants de moins de 5 ans pour la promotion et le suivi des six pratiques familiales	UNICEF	UNICEF. 22,070 femmes ont reçu des messages sur les PFE lors des visites à domicile par les relais communautaires

Activité 3.3	Organisation de rencontres de dialogue communautaire trimestrielles sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans au moins dans les 10 communes les plus affectées par la malnutrition et où existent les noyaux communautaires	UNICEF	UNICEF. 06 dialogues communautaires organisés dans 6 moughataas de HEG et HEC sur les résultats des dépistages actifs
Activité 3.4	Promotion des pratiques familiales essentielles WASH aux couples mère-enfants admis dans un programme nutritionnel (MAS)	UNICEF/ONG/partenaires publics décentralisés)	UNICEF ONG/partenaires publiques décentralisés). 2,936 (47%) enfants MAS et leurs mères admis en CRENI/CRENAS ont été sensibilisés sur les PFE Wash
Activité 3.5	Promotion des pratiques familiales essentielles WASH auprès de 8 000 ménages au niveau communautaire	UNICEF/ONG/partenaires publics décentralisés	UNICEF/ONG/partenaires publiques décentralisés 15,380 adultes sensibilisés sur les PFE Wash par les relais communautaires

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

UNICEF: Les interventions d'UNICEF ont permis de renforcer et d'améliorer la prise en charge des cas de malnutrition aiguë sévère. 6,082 cas sont admis et traités dans 225 centres nutritionnels dont 8 CRENI dans les 3 régions ciblées du projet. Le partenariat avec les ONG internationales (ACF, ACCOR) et des ONG Nationales (Au secours, AMAMI) a permis d'améliorer la couverture du programme de nutrition grâce au dépistage actif et référencement des enfants MAS. Au total 31,800 enfants ont été dépistés, soit 48% des cibles attendus. Cette faible performance est due d'une part aux grandes distances en Mauritanie, les dépistages ont couvert les villages à 15 km autour des structures de santé. La faible mobilisation de ressources (au-delà du CERF) et le sous financement des interventions de partenaires ONG n'a pas permis de faire de l'extension des accords de partenariat (PCA). Des cliniques mobiles organisées par les structures du gouvernement ont permis de dépister 9,000 enfants dont 105 cas de MAS traités avec succès. 523 enfants dépistés et enfants ont bénéficié d'activités psychosociales et de stimulation émotionnelle organisées dans 7 CRENI ayant reçu du matériel d'éveil et dont le personnel a été formé. 47% des enfants MAS ont bénéficiés de Kits Wash in Nutrition et 15,380 adultes sensibilisés sur l'Hygiène. Les résultats limités dans les domaines de l'eau, assainissement et hygiène sont liés à la faible mobilisation générale de ressources pour le secteur (au-delà du CERF), qui n'a pas été tellement satisfaisante que prévue. L'achat des kits n'a pas pu être complètement achevé avec les fonds du CERF seulement, car le financement du CERF représentait seulement une partie des besoins totaux ; le total des ressources obtenues dans la période de durée du projet CERF a permis de cibler 2936 « couples » mère / enfant.

Il est aussi important de souligner que les « Cibles » indiqués sont relatives au total du secteur, et les fonds CERF ont ciblé seulement un pourcentage de ces totaux.

L'intervention de l'UNFPA a été complémentaire à celle de l'UNICEF et de l'OMS, il s'agit de mener des activités de dépistage, de sensibilisation et de distribution de farine enrichie aux femmes enceintes et allaitantes souffrant de la malnutrition vues en consultations prénatale ou postnatale au niveau des structures de santé des wilayas du HEC et HEG. l'action a touché 4231 FEFA à travers les sorties conjointes entre les DRAS et l'ONGI FLM. UNFPA a travaillé au renforcement des capacités de structures de santé en matière de médicaments et matériel médical essentiels pour la PEC de la malnutrition chez les FEFA.

13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Les populations affectées bénéficiaires du projet ont été associées à la mise en œuvre et au suivi du projet à travers les activités communautaires de dépistage, de référencement et de promotion des PFE. La phase d'élaboration du projet a utilisé les données existantes issues des enquêtes d'évaluation rapide (JAM) et les enquêtes de couverture dans lesquelles les populations étaient partie prenante à travers les discussions de groupe et ou individuelles

14. Evaluation: Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t'il une évaluation en cours?	EVALUATION CARRIED OUT <input type="checkbox"/>
For UNICEF, there wasn't an evaluation for this particular proposal foresesn, however the nutrition situation is being monitoring and evaluated through SMART survey once a year. As for the other sectors, an inter-agency joint assessment has been conducted on an yearly basis. In 2016, more specifically for UNICEF, a "proper" evaluation on UNICEF's humanitararian response will be conducted.	EVALUATION PENDING <input type="checkbox"/>
	NO EVALUATION PLANNED <input checked="" type="checkbox"/>

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET						
CERF project information						
1. Agence:	OHCHR FAO IOM UNDP WFP	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:		31.10.14 – 30.06.15 (OHCHR) 29.10.14 – 30.06.15 (FAO and UNDP) 30.10.14 – 30.06.15 (IOM) 30.10.14 – 30.09.15 (WFP)		
2. Code du projet CERF:	14-UFE-CHR-003 14-UFE-FAO-029 14-UFE-IOM-035 14-UFE-UDP-012 14-UFE-WFP-061	6. Statut du projet CERF		<input type="checkbox"/> Ongoing		
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Food Security			<input checked="" type="checkbox"/> Concluded		
4. Titre du projet:	Assistance d'urgence aux populations du Hodh Echarghi en insécurité alimentaire sévère					
7. Funding	a. Budget Total du Projet :	US\$ 21,795,455	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :			
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 7,467,131	▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :		US\$ 95,731	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 1,540,197	▪ Government Partners:		US\$ N/A	
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Total
Enfants (< 18 ans)	9,177	8,579	17,756	6,987	7,379	14,366
Adultes (≥ 18 ans)	6,386	4,940	11,326	6,599	6,305	12,904
Total	15,563	13,519	29,082	13586	13,684	27,270

8b. Profil des bénéficiaires		
<i>Catégorie</i>	<i>Nombre de Bénéficiaires Prévus</i>	<i>Nombre de Bénéficiaires Atteint</i>
<i>Réfugiés</i>		
<i>Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays</i>		
<i>Population d'accueil</i>	19,082	11,370
<i>Autres personnes touchées</i>	10,000	15,900
Total (identique au total figurant au point 8a)	29,082	27,270
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i>	<p>Le ciblage des bénéficiaires a été affiné au démarrage de l'intervention ce qui explique les différences entre le nombre de personnes ciblées et effectivement atteintes par l'intervention. Les bénéficiaires à assister dans les villages retenus ont été sélectionnés via une approche de ciblage communautaire basée sur la hiérarchisation de la vulnérabilité des ménages selon des critères multiples et convenus au niveau des communautés et partagés par tous. La méthodologie <i>Household Economic Approach</i> a été utilisée. D'abord un recensement de tous les ménages vivant dans le village retenu a été réalisé. Ensuite, un comité de village a été formé pour catégoriser les ménages en quatre groupes selon leur niveau de vulnérabilité. On a distingué les « très pauvres » « pauvre » « moyen » et les « nantis». Les "très pauvres »et« pauvres » ont été retenus pour bénéficier de l'assistance.</p>	

Cadre des résultats du projet CERF																																																					
9.Objectif du projet	Réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les risques de perte de vie dans les ménages vulnérables																																																				
10.Énoncé des résultats	1) Le pourcentage de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre au cours de l'enquête de référence est réduit de 80% c'est-à-dire que 4308 ménages sur 5686 assistés ont une consommation alimentaire au moins à la limite de l'acceptable durant la période du projet 2) Pourcentage de ménages cibles dont les capacités productives sont rétablies (cible 80%) c'est-à-dire que 1936 ménages sur 2420 assistés ont une capacité de production rétablie																																																				
11. Résultats																																																					
Résultat 1	Les vivres sont distribués à temps en quantité et qualité suffisantes à 29 bénéficiaires cibles pour les accompagner durant la période d'activités de production agropastorale.																																																				
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Reached																																																		
Indicateur 1.1	Nombre de personnes recevant l'assistance alimentaire en proportion du nombre planifié (désagrégé par sexe et par âge)	95% de 29 082 représentant 27627 personnes	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th></th> <th>Female</th> <th>Male</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>prévu</td> <td>< 18 years</td> <td>9 177</td> <td>8 579</td> <td>17 756</td> </tr> <tr> <td>réalisé</td> <td></td> <td>6987</td> <td>7379</td> <td>14 366</td> </tr> <tr> <td>% prévu</td> <td></td> <td>76</td> <td>86</td> <td>81%</td> </tr> <tr> <td>prévu</td> <td>>18 years</td> <td>6 386</td> <td>4 940</td> <td>11 326</td> </tr> <tr> <td>réalisé</td> <td></td> <td>6599</td> <td>6305</td> <td>12 904</td> </tr> <tr> <td>% prévu</td> <td></td> <td>103</td> <td>128</td> <td>114%</td> </tr> <tr> <td>prévu</td> <td>Total</td> <td>15 563</td> <td>13 519</td> <td>29 082</td> </tr> <tr> <td>réalisé</td> <td></td> <td>13586</td> <td>13684</td> <td>27 270</td> </tr> <tr> <td>% prévu</td> <td></td> <td>87%</td> <td>101%</td> <td>94%</td> </tr> </tbody> </table>			Female	Male	Total	prévu	< 18 years	9 177	8 579	17 756	réalisé		6987	7379	14 366	% prévu		76	86	81%	prévu	>18 years	6 386	4 940	11 326	réalisé		6599	6305	12 904	% prévu		103	128	114%	prévu	Total	15 563	13 519	29 082	réalisé		13586	13684	27 270	% prévu		87%	101%	94%
					Female	Male	Total																																														
			prévu	< 18 years	9 177	8 579	17 756																																														
			réalisé		6987	7379	14 366																																														
			% prévu		76	86	81%																																														
			prévu	>18 years	6 386	4 940	11 326																																														
			réalisé		6599	6305	12 904																																														
			% prévu		103	128	114%																																														
			prévu	Total	15 563	13 519	29 082																																														
réalisé		13586	13684	27 270																																																	
% prévu		87%	101%	94%																																																	
Indicateur 1.2	Quantité de vivres distribués en proportion des quantités planifiées (désagrégée par type de vivres)	95% of 664 tonnes représentant 631 tonnes	Les quantités distribuées ont dépassées les prévisions. En Décembre 2014 et Février 2015 les rations distribuées à tous les bénéficiaires ont été augmentées. Les bénéficiaires ont reçu des quantités supplémentaires de légumineuses et d'huile																																																		
			Céréales : 105%																																																		
			Légumineuses : 515%																																																		
Indicateur 1.3	Pourcentage de ménages recevant une ration conforme aux quantités planifiées	95% de 5686 ménages représentant 5116 manges	Le système de suivi et d'évaluation n'a pas permis de capturer l'information sur la conformité du panier distribué																																																		
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)																																																		
Activité 1.1	Acquisition et acheminement des vivres vers les sites de distribution	PAM	PAM																																																		

Activité 1.2	Mise à jour des listes de distribution	PAM, Partenaire ONG à déterminer par un appel d'offre	PAM et ADICOR
Activité 1.3	Distribution des vivres de façon ciblée à 29 082 personnes dans le Hodh El Chargui	Partenaire ONG à déterminer par un appel d'offre (PAM)	ADICOR
Activité 1.4	Evaluation de la mise en œuvre du programme	PAM, Partenaire ONG à déterminer par un appel d'offre	Vision du Sud
Résultat 2	La production agricole de 2 420 ménages cibles est renforcée		
Résultat 2 Indicateurs	Description	Cible	Reached
Indicateur 2.1	Le nombre de coopératives maraîchères bénéficiaires d'assistance en semences maraîchères	14 coopératives (420 ménages soit 2 226 personnes)	Les 14 coopératives (420 ménages soit 2 226 personnes) ont été appuyées en semences maraîchères et ont bénéficié d'un encadrement technique pour la conduite des cultures maraîchères
Indicateur 2.2	Le nombre de recettes culinaires et techniques de conservation maîtrisées par les bénéficiaires	11 recettes maîtrisées	Démonstration et adoption de 11 recettes culinaires Un guide de recettes culinaires à base de patate douce élaboré
Indicateur 2.3	Le nombre de ménages bénéficiaires de kits de semences traditionnelles	2 000 soit 10 600 personnes	2000 ménages ont bénéficié de cet appui (soient 10 600 personnes)
Indicateur 2.4	Nombre de tonnes de semences traditionnelles distribuées	19 t	19 tonnes (8t de sorgho Taghalit, 7t de petit mil et 4t de niébé Blanc-Gris de Kaédi)
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Distribuer de semences maraîchères et de boutures de patate douce à 14 coopératives maraîchères majoritairement féminines	Services technique du Ministère de l'Agriculture (MA) :	La Direction de l'Agriculture pour les semences maraîchère Le Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA) pour la distribution des boutures de patate douce et pour la formation sur la culture
Activité 2.2	Former sur la conservation et transformation pour une meilleure utilisation des tubercules et des feuilles en période de soudure.	Services technique du Ministère de l'Agriculture (MA)	La formation et les démonstrations culinaires effectuées par le Centre de Formation des Producteurs Ruraux (CFPR) de Boghé

Activité 2.3	Distribuer de kits de semences traditionnelles (Sorgho, petit mil et Niébé) à 2000 ménages.	Services technique du Ministère de l'Agriculture (MA)	Le ciblage, la sensibilisation et la distribution ont été faits par la Délégation Régionale du Ministère de l'Agriculture (MA)
Résultat 3	La production agricole de 2 420 ménages cibles est renforcée		
Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Reached
Indicateur 3.1	Nombre d'hectares de cultures réhabilités	124 ha	14 périmètres dont 6 de 20 ha de cultures pluviales et 8 autres de cultures maraichères soit 124ha clôturés pour lutter la divagation animale et augmenter la production agricole) des ménages cibles dans 14 villages dans la Moughatâ de Bassiknou. Cette action combinée avec celles de la FAO (distribution des intrants agricoles), PAM (distribution gratuite des vivres) et OIM (distribution des outils horticoles) devrait aider les ménages cibles à mieux produire et assurer leur sécurité alimentaire pour une bonne période de l'année et réduire leur vulnérabilité face à la soudure prochaine.
Indicateur 3.2	Nombre de ménages ayant bénéficié de la protection des cultures.	1000 ménages soit 5400 personnes dont 200 ménages dirigés par femmes	Environ 1000 ménages des 14 villages dont 200 dirigés par des femmes, ont bénéficié de l'appui.
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 3.1	Réhabiliter et protéger des infrastructures agricoles.	ONG ARDM	ONG ARDM .
Résultat 4	La production agricole de 2 420 ménages cibles est renforcée		
Indicateurs du résultat 4	Description	Cible	Reached
Indicateur 4.1	Nombre de kits horticoles fournis	325 kits pour un nombre équivalent de femmes cheffes de ménages 25 kits par village	450 kits horticoles distribués à autant de membres de coopératives agricoles issus de 14 villages
Indicateur 4.2	Nombre d'hectares réhabilités et cultivés	6.5 ha à raison de 0.5 ha par village	La cible de 0.5 ha réhabilitée et cultivée a été atteinte
Activités du résultat 4	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)

Activité 4.1	Fourniture de matériel horticole	OIM	OIM. 450 kits horticoles (au lieu de 325 initialement prévus) distribués à des membres de coopératives agricoles issus de 14 villages.
Résultat 5	La production de l'élevage de case de 3 500 éleveurs cibles est améliorée		
Indicateurs du résultat 5	Description	Cible	Reached
Indicateur 5.1	Le nombre d'éleveurs bénéficiaires de distribution d'aliment de bétail et de l'intervention en santé animale	3 500 éleveurs	3500 éleveurs ont bénéficié des intrants vétérinaires études antibiotiques
Indicateur 5.2	La quantité d'aliment de bétail distribuée aux éleveurs	180 tonnes	248 tonnes le prix a été négocié avec le fournisseur et a été révisé a la baisse.
Activités du résultat 5	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 5.1	Distribuer l'aliment de bétail composé à 1 800 éleveurs de la Wilaya du Hodh El Chargui	ONG (à déterminer par un appel d'offre)	Ong ARDM
Activité 5.2	Distribuer et administrer des intrants vétérinaires et des traitements antibiotiques aux animaux des 3 500 ménages d'éleveurs et appui à la lutte contre la PPCB et la PPR dont les 1 800 Bénéficiaires de l'aliment de bétail.	Services techniques du Ministère de l'Elevage	Le Centre National d'Elevage et de Recherches Vétérinaires (Ministère de l'Elevage)
Activité 5.3	Former les ménages de pasteurs sur les techniques d'administration et de dosage antiparasitaires, d'oligoéléments et de multivitamines.	Services techniques du Ministère de l'Elevage	Le Centre National d'Elevage et de Recherches Vétérinaires (Ministère de l'Elevage)
Résultat 6 (PNUD)	La production de l'élevage de case de 3 500 éleveurs cibles est améliorée		
Indicateurs du résultat 6	Description	Cible	Reached
Indicateur 6.1	Nombre de ménages ayant bénéficié des animaux	350 ménages soit 2100 personnes	350 ménages ont reçu des chèvres suitées
Indicateur 6.2	Nombre d'animaux distribués	700 chèvres	700 chèvres suites ont été distribuées à 350 ménages
Activités du résultat 6	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 6.1	Distribuer des chèvres suitées aux ménages les plus vulnérables	ONG ARDM	La distribution de 700 chèvres suitées avec l'appui techniques de la FAO et les services de l'élevage, a permis à 350 ménages les plus vulnérables obtenus au premier ciblage de reconstituer leurs cheptel. 150 ménages sont dirigés par des femmes.
Résultat 7 (OIM)	La production de l'élevage de case de 3 500 éleveurs cibles est améliorée		
Indicateurs du résultat 7	Description	Cible	Reached
Indicateur 7.1	Augmentation de la capacité	7 fois (=70 l) par	La capacité d'exhaure évaluée est de 135 l d'eau par jour

	d'exhaure	rapport à la base de référence qui est de 10 litres/jour/puits.	soit Presque 2 fois plus que la cible.
Activités du résultat 7	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 7.1	Réhabilitation de 4 puits villageois (bénéficiaires : 60 ménages par village)	OIM	OIM. Finalement seuls 3 puits pastoraux ont été réhabilités en raison de la hausse des prix des matériaux notamment du ciment.
Activité 7.2	Cash for Work pour 40 personnes	OIM	OIM. 40 personnes engagés dans les travaux de réhabilitation des puits ont reçu 5000 MRO/jour pour une durée de 8 jours.
Résultat 8 (OHCHR)	Les activités de sécurité alimentaire dans le cadre de ce projet sont réalisées sans discrimination aucune ni violation des droit de l'homme et de manière à prendre en compte les besoins spécifiques des groupes vulnérables		
Indicateurs du résultat 8	Description	Cible	Reached
Indicateur 8.1	Les besoins de protection sont identifiés, suivis avec les parties prenantes et les fournisseurs de services assurant un accès sans discrimination à l'assistance humanitaire en matière d'alimentation ;	Cartographie des vulnérabilités réalisée	<ul style="list-style-type: none"> • Cinq missions d'identification des vulnérabilités réalisées ; • Le BHCDH a élaboré une cartographie et une analyse des vulnérabilités des populations vivant dans les wilayas du Gorgol, Tagant, Hodh El Chargui, Brakna, Assaba, Trarza et Guidimakha. Il s'agissait de cibler les sept wilayas considérées parmi les plus touchées lors de l'évaluation stratégique des enjeux en matière de réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle. Le dernier financement reçu du CERF a permis de collecter des données qualitatives et quantitatives sur les vulnérabilités des communautés concernées au Hodh Chargui dans le contexte humanitaire. Les résultats obtenus au cours de toutes ces missions en termes d'identification de vulnérabilités ont dans un seul et unique document intitulé « Cartographie des vulnérabilités en matière de protection en Mauritanie ». Ce document a été partagé avec tous les partenaires concernés.
Indicateur 8.2	Les populations locales, les réseaux communautaires et la société civile sont sensibilisés pour participer dans la définition de leurs besoins et sur leurs droits ;	10.000 personnes 25 réseaux communautaires et associations 10 ONGs	<ul style="list-style-type: none"> • Une formation a été réalisée au profit de 18 représentants d'ongs nationales et de réseaux communautaires et associations villageoises, sur l'intégration de la protection dans les activités de la réponse humanitaire ; • Les séances de sensibilisation sur l'identification des besoins et des droits des populations locales visitées par toutes les missions ont concerné pour plus de 10 000 personnes toutes communes confondues ; • Une formation réalisée au profit de 23 fonctionnaires du CDHAH sur l'intégration de la protection dans les interventions humanitaires du gouvernement ; • Deux séances de sensibilisation au profit de 11 personnes du staff UN et ongs internationales sur l'intégration de la protection dans les activités de la réponse humanitaire ont été réalisées (1 à

			<p>Nouakchott et 1 à Bassikounou);</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une formation au profit des membres du secteur protection sur l'approche basée sur les droits de l'homme a été réalisée;
Indicateur 8.3	Analyse des s informations relatives aux vulnérabilités et de l'impact de l'aide humanitaire est	1 document d'analyse disponible	Document d'analyse disponible est disponible
Indicateur 8.4	Une coordination efficace du secteur Protection et ceux chargés de à la Sécurité alimentaire et de la Nutrition est mise en place afin de promouvoir une vision partagée et complémentaire des besoins et priorités des interventions dans une perspective intégrée.	3 procès-verbaux de réunion de coordination	2 rencontres organisées avec les partenaires à Bassikounou.
Indicateur 8.5	Les violations des droits de l'homme sont répertoriées et suivis	110 cas répertoriés et suivis	<p>Pas de cas individuels rapportés lors des visites de terrain, parce que la parole est encore difficile et que les réunions de groupes n'ont pas permis de mettre en lumière ces violations. Mais les missions ont compilé des informations crédibles selon lesquels la pratique de MGF, mariages d'enfants et l'esclavage ainsi que des difficultés d'accès à la justice et aux documents personnels (état civil) persisteraient dans différentes zones ciblées par la cartographie des vulnérabilités. Ces informations recueillis par les missions seront suivis par le HCDH selon les techniques de monitoring des violations des DH qui lui sont propres. Des missions sont déjà programmées dans ce sens.</p> <p>Les 21 comités locaux de protection créés dans les villages visités dans le cadre du projet CERF a eu pour but de favoriser l'identification et le suivi des cas individuels de violations de droits de l'homme. Les sensibilisations reçus par les comités locaux mis en place permettra d'une part de faire remonter les informations sur les cas de violations des DH et d'autre part la prévention et la gestion des conflits entre les communautés hôtes et les réfugiés.</p>
Activités du résultat 8	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 8.1	Mapping des vulnérabilités dans les régions, identification et suivi s avec les parties prenantes et les fournisseurs de services pour assurer un accès sans discrimination à l'assistance humanitaire en matière d'alimentation	OHCHR	OHCHR Une cartographie des vulnérabilités réalisée dans les zones ciblées.

Activité 8.2	Sensibilisation des communautés à connaître et à revendiquer leurs droits, y compris, et pas exclusivement, les droits à l'alimentation, l'accès à l'eau, et la lutte contre la discrimination notamment dans le contexte de protection des droits des enfants et des femmes;	OHCHR	OHCHR. 7 séances de sensibilisations sur la protection ont été organisées à Nouakchott et à Bassikounou au profit des acteurs humanitaires et de la société civile ; OHCHR. 21 sensibilisations des communautés villageoises sur leurs droits à ont été réalisées.
Activité 8.3	Mise en place de mécanismes appropriés auprès des populations touchées afin de mesurer l'adéquation et d'impact des interventions.	OHCHR	21 Comités locaux de protection ont été mis en place et sont opérationnels.
Activité 8.4	Mise en place d'une coordination efficace du secteur Protection et ceux chargés de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition pour une meilleure intégration des indicateurs des droits de l'homme. comme outils de suivi dans les activités liées à la nutrition et à la sécurité alimentaire	OHCHR	4 rencontres ont été organisées avec les partenaires du projet à Nouakchott (PAM, OIM, RR) et avec OCHA.
Activité 8.5	Surveiller et documenter les violations des droits de l'homme, y compris les préoccupations et les besoins de protection découlant de la crise nutritionnelle;	OHCHR	9 personnes ressources identifiées pour le suivi des violations des droits de l'homme dans leurs communautés.

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

Le PAM a fourni une assistance alimentaire aux personnes en insécurité alimentaire sévère dans les moughataa de Bassikounou et d' Amourj. Le PAM a été en mesure d'atteindre 94% de tous les bénéficiaires prévus.

Le PAM et son partenaire de coopération ont organisé 3 distributions entre Décembre 2014 et Mars 2015. Les bénéficiaires ont reçu une ration familiale de 30 jours composée de céréales, de légumineuses, d'huile et de sel. Les quantités distribuées ont dépassées les prévisions. En Décembre 2014 et Février 2015 les rations distribuées à tous les bénéficiaires ont été augmentées. Les bénéficiaires ont reçu des quantités supplémentaires de légumineuses et d'huile.

Le système de suivi et d'évaluation n'a pas permis de capturer l'information sur la conformité du panier distribué (indicateur 1.3)

Pour l'activité distribution de l'aliment de bétail, il était prévu de distribuer 180 tonnes d'aliment à 1800 bénéficiaires. Des négociations avec les fournisseurs sur le prix du sac ont permis de distribuer 240 tonnes à 3100 bénéficiaires.

13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Les populations affectées ont pris une part active dans l'exercice de ciblage. Les bénéficiaires ont été sélectionnés via une approche de ciblage à base communautaire en utilisant la méthodologie HEA.

Les représentants locaux ont également participé au suivi des activités. Les autorités administratives (Wali, Hakem), techniques (Délégations régionales et inspections des ministères de l'Agriculture et de l'Elevage), les élus locaux (maires) et les communautés locales ont été impliqués dans les étapes d'identification, de sensibilisation, de distribution et de suivi des activités de terrains. En outre, une communication régulière et des visites dans les communautés ont permis de maintenir les bénéficiaires bien informés de la mise en œuvre du projet.

Enfin, un système de gestion des plaintes a aussi été établi pour permettre aux bénéficiaires d'exprimer tout mécontentement ou désaccord et donner au PAM et ses partenaires l'occasion d'y répondre en temps opportun tout au long de la mise en œuvre des activités.

Le projet mené par l'OHCHR n'a travaillé qu'avec les populations. En effet, les missions menées par le BHCDH ont combiné des éléments d'une approche qualitative et quantitative basée sur des discussions avec de groupes des parties prenantes dans des villages sélectionnés conjointement avec les partenaires du projet. Lors de chaque groupe de discussion dans les villages visités, les missions du BHCDH ont présenté les objectifs des visites sur le terrain et des consultations avec les populations. Les entretiens se sont déroulés avec le plus grand nombre possible de personnes du village et en s'assurant que les femmes ont eu la possibilité de participer tout au long des discussions. Dans tous les villages, les femmes ont contribué de manière très active au dialogue. En effet, lors de l'élaboration du questionnaire ainsi que durant les entretiens, une attention particulière a été portée sur les groupes les plus vulnérables à savoir les personnes pouvant faire l'objet d'une discrimination en raison de leur sexe, niveau social ou leur appartenance ethnique, raciale ou d'ascendance, qui pourraient accentuer leur vulnérabilité. La situation des femmes chefs de famille, des enfants, des personnes âgées, des personnes malades ainsi que celles vivant avec un handicap a été particulièrement analysée. Par ailleurs, Il faut noter que les missions d'identification des vulnérabilités ont elles-mêmes constitué un élément important de la prévention et de la résilience des populations ciblées, tout en contribuant aussi à affiner le ciblage des plus vulnérables pour favoriser une identification de leurs besoins sur une base participative, un gage de sécurité et une promotion, de la participation et d'une bonne gouvernance.

De même, les comités locaux de protection mis en place avec les populations permettront aux populations leur participation et le suivi dorénavant des interventions humanitaires concernant leurs communautés. Ces comités et les personnes ressources identifiées assureront aussi le suivi des violations des droits de l'homme qui pourraient être perpétrés sur les personnes ou groupes les plus vulnérables.

UNDP: les communautés cibles ont été impliquées en amont et en aval à la mise en œuvre des activités. L'approche Cash for work a été utilisée dans tous les villages cibles. Chaque mission de suivi réalisée, a impliqué directement les bénéficiaires et ce, pour une meilleure appropriation et pérennisation des actions.

<p>14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a t'il une évaluation en cours?</p>	<p>EVALUATION CARRIED OUT <input type="checkbox"/></p>
<p>Le projet du PAM financé par les fonds CERF a été menée dans le cadre d'un projet - intervention prolongée de secours et de redressement de 30 mois (juillet 2014-décembre 2016) et est évaluée en conséquence. Les rapports standards de projet du PAM (SPR) produits annuellement (mars de chaque année) permettront de se rendre compte des progrès réalisés contre les objectifs fixés et de l'impact de l'activité sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés ciblées par l'intervention.</p> <p>Le projet du BHCDH a été suivi à différents étapes de sa mise en œuvre par des rencontres régulières entre les consultants, le staff et le Représentant du BHCDH. Ces rencontres ont eu lieu le 4 décembre 2014, 23 avril et le 27 mai 2015 et enfin une autre le 23 septembre 2015, après le no cost extension.</p> <p>FAO : A la fin des activités, la FAO a recruté un Consultant national. Après une mission de terrain qui lui a permis de rencontrer les différents intervenants et visiter les activités du projet, il a produit son rapport évaluation de la mise en œuvre du projet</p>	<p>EVALUATION PENDING <input type="checkbox"/></p> <p>NO EVALUATION PLANNED <input checked="" type="checkbox"/></p>

ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code du Project CERF	Groupe Sectoriel/Secteur	Agence	Nom du Partenaires de mise en oeuvre	Sous-subvention fait sous l'accord du partenariat préexistant	Type du Partenaire	Total des fonds du CERF transférés au Partner US \$	Date du premier versement Transféré	Date du debut des activités financées par CERF au partenaire	Commentaires / Remarques
14-UFE-HCR-033	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	Commissariat à la sécurité alimentaire	Yes	GOV	\$102,835	1-Jan-15	1-Nov-14	Le partenaire avait ete autorisé a utiliser des fonds deja decassés par le UNHCR et a ete remboursé a partir de la date de reception des nouveaux fonds le 1er janvier
14-UFE-HCR-033	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	SOS Desert	Yes	NNGO	\$119,274	12-Dec-14	1-Nov-14	Le partenaire avait ete autorisé a utiliser des fonds propres et a ete remboursé a partir de la date de reception des nouveaux fonds.
14-UFE-HCR-033	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	Federation luthérienne mondiale	Yes	INGO	\$207,797	12-Dec-14	1-Nov-14	Le partenaire avait ete autorisé a utiliser des fonds propres et a ete remboursé a partir de la date de reception des nouveaux fonds.
14-UFE-FPA-041	Multi-sector refugee assistance	UNFPA	AMPF	Yes	NNGO	\$65,000	16-Nov-14	20-Nov-14	
14-UFE-FPA-041	Multi-sector refugee assistance	UNFPA	LEXDEF	Yes	NNGO	\$47,000	5-Dec-14	10-Dec-14	
14-UFE-CEF-118	Multi-sector refugee assistance	UNICEF	Ensemble pour la Solidarite et le Development.	Yes	NNGO	\$64,036	19-Mar-15	1-Jan-15	Le precedent partenariat avit pris fin avec Decembre 2014.En attendant la signature du nouveau, le partenaire a ete autorise d'engager ses propres moyens et a ete rembourse au 19 mars.
14-UFE-CEF-118	Multi-sector refugee assistance	UNICEF	INTERSOS	Yes	INGO	\$105,709	27-Nov-14	27-Nov-14	
14-UFE-CEF-118	Multi-sector refugee assistance	UNICEF	Direction Regionale de l'Education Nationale- Hodh El Chargui	Yes	GOV	\$38,841	18-Feb-15	18-Feb-15	La Direction Regionale de l'Education Nationale est en charge de la supervision des activites y compris une partie de l'organisation des examens et du

									renforcement des capacites des enseignants au camp Mbera.
14-UFE-CEF-118	Multi-sector refugee assistance	UNICEF	ACF - ESPAGNE	Yes	INGO	\$98,878	15-Jun-15	30-Jun-15	Ces fonds ont servi a financer la premiere phase de construction des latrines pour adresser le gap en latrines identifiées dans les ecoles du camp M'Berra dans le cadre du WASH in School en partenariat entre UNICEF et ACF - E
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	ACF	Yes	INGO	\$52,105	17-Mar-15	1-Jun-15	Paiement fait sur un PCA en cours pour la 3ieme tranche
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	Au Secours	Yes	NNGO	\$21,482	4-Jun-15	1-Jun-15	paiement fait sur un projet en cours
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	Terre Vivante	Yes	NNGO	\$16,039	17-Feb-15	1-Apr-15	paiement fait sur un projet en cours
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	Action Dev	Yes	NNGO	\$8,691	24-Feb-15	1-Apr-15	paiement fait sur un projet en cours depuis juillet 2014
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	WV	Yes	INGO	\$66,838	16-Mar-15	1-Mar-15	paiement fait sur un projet en cours depuis mars 2014
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	DSBN/DRAS	No	GOV	\$49,173	25-May-15	26-Jun-15	
14-UFE-CEF-119	Nutrition	UNICEF	ACCOR	Yes	INGO	\$63,233	4-Jun-15	1-Jun-15	paiement fait sur un projet en cours depuis octobre 2014
14-UFE-FPA-034	Nutrition	UNFPA	Fédération lutérienne mondiale (FLM)	Yes	INGO	\$80,000	14-Jan-15	21-Jan-15	
14-UFE-FPA-034	Nutrition	UNFPA	Directions régionales à l'action sanitaire (DRAS)	Yes	GOV	\$22,000	17-Jan-15	21-Jan-15	
14-UFE-WFP-061	Food Assistance	WFP	Association pour le Developpment Integre Communautés Rurales (ADICOR)	No	NNGO	\$19,292	12-Feb-15	6-Feb-15	Mise en œuvre des distributions
14-UFE-WFP-061	Food Assistance	WFP	Vision du Sud	Yes	NNGO	\$10,439	22-Dec-14	25-Jan-15	Enquête de référence
14-UFE-UDP-012	Agriculture	UNDP	ARDM	Yes	NNGO	\$66,000	1-Feb-15	4-Feb-15	Cloture et la distribution des animaux